



la géographie en question

La géographie n'existe plus. Elle a été supprimée. Et supprimée d'une étrange manière : passée à la trappe, je n'ose dire celle du Père Ubu. Le trou noir où elle s'est engloutie a pris la forme, d'abord, de l'autorité scientifique. Pas n'importe laquelle : celle d'un savant de grand renom, celui auquel, entre tous, les géographes qui se piquent de culture aiment à se référer : Jean Piaget. Dans son gros volume de la Pléiade, panorama des sciences et de la science, la géographie est évacuée, il n'en est pas question. Le même sort est réservé, maigre consolation, à d'autres disciplines qui se conçoivent dans et en fonction de l'espace, ou sont, tels le droit ou la médecine, à la limite de la pratique et de la réflexion sur l'objet. Avec plus d'égards, cependant. Ce n'était qu'un coup de semonce. Aujourd'hui, c'est par décret que la discipline géographie est rayée des contrôles. Un texte plein de talent vient d'être édité par la Documentation Française : le «Livre blanc sur la recherche», publié en septembre dernier. Des médecins éminents se sont penchés sur le chevet, notamment, des sciences de l'homme. De la linguistique à la philosophie, en passant par la psychologie et l'histoire, et bien sûr la sociologie, ils ont fait d'excellents diagnostics. Mais ils

n'ont pas rencontré la géographie. La preuve, c'est que le rapport n'en parle pas : pas un chapitre, pas une rubrique, pas même une mention à l'index (1). Ce n'est même pas — jouons un peu sur les mots — une mise à l'index : la géographie a disparu du champ de vision. Tels le Voyageur imprudent de Barjavel, les géographes, du même coup, ne devraient plus avoir que le souvenir évanescant d'avoir existé. Et c'est bien leur sentiment dans telle institution où cette néantisation commence à se propager.

Et pourtant, les géographes se sentent nombreux, vivants, actifs et, pour tout dire, en plein renouvellement : un peu dans la situation où s'est trouvée l'histoire au lendemain de la dernière guerre. Plus que jamais, ils adhèrent à leur discipline, et d'autant plus qu'ils s'y sentent moins enfermés. Même si, du dehors, la géographie apparaît toujours un peu comme une «citadelle», un «camp retranché», ce n'est plus l'effet que d'une solidarité active : les barrières intellectuelles, elles, ont été abattues, les échanges aux limites — des limites de plus en

(1) Il s'agit là d'un rapport français mais le phénomène est vérifiable dans nombre de pays. N.D.L.R.

plus floues — deviennent sans cesse plus intenses. Que, dans ces conditions précises, la géographie se voie refuser toute existence pose un problème intéressant. Ne serait-ce pas qu'elle dérange ? Laissons de côté les problèmes de concurrence qui ont existé. Qu'on se souvienne des attaques de la sociologie durant les années 1920, de la défense de la géographie par les historiens des Annales entre les deux guerres. Le temps a passé, et a tranché : on réédite aujourd'hui les grandes thèses de géographie régionale d'avant la guerre, et l'historien anglais Zeldin peut écrire : «La façon dont les géographes français ont modifié la conscience nationale de leurs compatriotes et leur ont ouvert les yeux sur leur patrimoine complexe mérite d'être regardée de plus près. On comptait parmi eux un nombre exceptionnel d'hommes remarquablement compétents.» La qualité, depuis, se serait-elle effondrée, ou le nouvel état du monde aurait-il, brusquement, rendu la géographie inutile ? De toute façon, il y a un problème : comment des scientifiques ayant œuvré pour rendre la science plus rigoureuse, plus scientifique encore, peuvent-ils laisser en blanc un fait aussi massif que la discipline «géographie», avec ses cen-

taines de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, ses associations professionnelles, ses rencontres institutionnelles, et les tonnes de papier imprimé qu'elle livre chaque année à la consommation ? De cette attitude profondément a-scientifique, et en fin de compte totalement irréaliste, on ne voit, décidément, qu'une explication : la géographie dérange, heurte, gêne, on ne sait pas par quel bout la prendre ; elle doit être rebelle aux grilles de pensée de ceux qui la jugent sans la juger, et finalement se taisent et la taisent.

Allons plus loin. Le premier tort de la géographie est de mal se prêter, dans l'ordre des catégories scientifiques, à la logique classificatrice la plus courante, qui est celle de l'arbre hiérarchisé. Entre les sciences dites de la nature et celles de l'homme ou de la société, elle est littéralement inclassable. On lui pardonnerait encore ce chevauchement qu'elle partage avec quelques disciplines mieux reconnues. Mais elle a le tort supplémentaire de faire entrer dans sa démarche chacun des objets disciplinaires en fonction desquels s'autonomisent, une à une, les sciences naturelles comme les sciences humaines. Son péché impardonnable n'est pas de porter attention aux axes thématiques qui fondent les autres disciplines : il est de les explorer pour son propre compte, pour mieux les mettre ensemble au service d'une démarche globalisante appliquée aux espaces, à tous les espaces quelle qu'en soit l'échelle. Les historiens font de même avec les temps successifs dont se compose le passé, et pourtant l'histoire se le voit rarement imputer à crime. Pourquoi ? Sans doute, l'histoire est-elle jusqu'à un certain point protégée par les techniques qui commandent l'accès aux documents venus du passé, et à leur contenu. Les archives constituent un sas. Mais la véritable explication n'est pas là. Le fait, brutal, est qu'à l'opposé du présent, le passé n'est plus générateur ni d'influence, ni de pouvoir, ni d'argent, sinon très indirectement. Les historiens ne se le voient pas sérieusement disputer, hors la compétition qui joue chez eux entre professionnels et amateurs. La concurrence, au contraire, joue à plein, quand il s'agit d'analyser, de comprendre, de projeter vers l'avenir les situations actuelles et plus ou moins localisées. C'est dans ce do-

maine que se jouent aujourd'hui les chances d'une notoriété monnayable en reconnaissance sociale, en moyens d'action matériels, en responsabilités débordant le cadre universitaire ou mondain. Les géographes ont été longtemps les seuls à s'intéresser aux villes et à leurs problèmes, aux rapports des sociétés avec un environnement qui ne portait pas encore ce nom, au progrès agricole et à ses conditions, etc. On s'y presse aujourd'hui, et de tous les horizons. La presse est à la mesure des enjeux politiques ou sociaux, des contrats de recherche offerts, des carrières ouvertes. Que la géographie fasse alors figure de gêneuse, de rivale, c'est bien compréhensible. Que les choses aillent jusqu'à l'excommunication par le silence exige un supplément d'investigation.

Plus profondément, ce qui est en cause, c'est le statut de la géographie par rapport aux Etats, sa position fondamentalement ambiguë vis-à-vis des puissances publiques, partout investies de la responsabilité territoriale. L'Etat et ses instances déléguées en cascade, jusqu'au niveau des groupes communautaires, ont le même champ d'application que la géographie : des espaces, et les relations entre ces espaces. Des deux côtés, la démarche est similaire. A la thématique de l'Etat, de ses ministères, de ses responsabilités classifiées répondent les grandes orientations sectorielles de la discipline scientifique. Il y a, dans les deux cas, un jeu d'interaction et d'information réciproque entre ces flux verticaux, sectorialisés, et les objets spatiaux, où l'action et la connaissance prennent forme concrète, mais où tout s'enchevêtre. Partout, les Etats connaissent les conflits de compétence entre les administrations territoriales et les administrations spécialisées. Le difficile ajustement entre les objectifs de planification économique par branches, et d'aménagement du territoire, relève du même ressort fondamental. Les mêmes objets spatiaux, entre les mains des géographes, connaissent semblable écartèlement entre une connaissance verticale et une connaissance horizontale, à la fois contradictoires et inséparables. Dans ces conditions, on attendrait que la géographie se mît au service de l'Etat, et l'Etat au service de la géographie. Dans cette vision idyllique, la géographie aurait

pour vocation d'être l'intelligence de l'Etat déléguée à la connaissance de l'espace. C'est bien ce dont on a accusé la géographie et les géographes : «La géographie érige la connaissance de l'espace en discipline autonome, traitant des rapports entre la nature et les groupes sociaux sous une forme objectivée, neutralisée... Les rapports entre géographie et politique sont donc étroits, inévitables, révélateurs de la dimension réelle et du contenu socio-politique des problèmes de frontière et de territoire.» (Paul Allières, *L'invention du territoire*). Les termes sont parfois moins amènes.

Il est de fait que dans les pays africains, comme en France, nombre de géographes ont démontré leur aptitude personnelle à mettre la formation reçue au service de l'Etat, en accédant aux plus hautes responsabilités publiques. Une certaine forme de «réalisme spatial» trouve ainsi sa consécration. A des niveaux moins élevés, les administrations dont relève, à un titre ou un autre, la gestion territoriale ou l'aménagement de l'espace, apprécient souvent les géographes. Il y a bien quelques fausses notes : les administrations secrètent des formes autonomes de connaissance, court-circuitant l'apport des géographes, mais non sans effets stimulants, parfois, pour ces derniers. La géographie, de son côté, à travers ses représentants, tend parfois à exercer, dans le champ soumis aux décisions politiques, une mission dont personne ne l'a investie. On ne sort pas pour autant du schéma de l'heureuse rencontre, sur une même vision globale des choses, du pouvoir de décider et du pouvoir d'informer.

L'accord cache en fait des tensions fondamentales, celles-là mêmes qui, à la limite, rendent la géographie indésirable, tout en interdisant qu'elle soit déclarée telle. Tout se ramène, en fin de compte, au sens que prend le mouvement général de l'action et de la réflexion. Fondamentalement, dans l'Etat moderne, l'influx se propage de haut en bas ; le mouvement en retour est second, intermittent, filtré. C'est l'inverse en géographie. La discipline s'est longtemps donnée comme inventaire du monde. Elle s'est construite en tant que science, elle a construit ses modèles explicatifs à partir du bas, de la diversité des situations à la fois globales et d'éten-

due limitée. Au niveau de ces situations, les effets redescendants de la théorisation ne sont jamais totalement explicatifs. On peut se demander jusqu'à quel point la discipline géographique ne s'est pas constituée par élargissement et passage à l'abstrait de l'expérience individuelle de l'espace, des lieux et du rapport à autrui. La phylogénèse (2) de la doctrine et de la démarche reproduirait l'ontogénèse (3) de chaque géographe en particulier. Différentes conséquences en résultent. La première est le refus fondamental, de la part de la géographie, de laisser nier, minimiser ou détruire la diversité du monde. Or l'espace mondial étatisé que nous connaissons aujourd'hui est le siège, tant à l'intérieur des Etats qu'entre les Etats, de forces puissantes agissant de haut en bas dans le sens de l'uniformisation, de l'homogénéisation, de la délocalisation. En s'intéressant à tout ce qui fait écran, tout ce qui particularise, la géographie dérange le jeu. Pire : partout, les géographes cherchent à retrouver ce qui les motive, cette irremplaçable expérience des lieux et des autres. De là, l'importance à leurs yeux du « terrain », ce va-et-vient qu'ils maintiennent coûte que coûte entre l'expression immédiate des faits et le maniement des chiffres et des concepts. Ici, la géographie complique l'existence, elle est une empêchuse de simplifier en rond, par exemple de régler le sort d'une société, en lui substituant, pour le dialogue, un jeu d'images satellites. Le géographe enfin, par une pente irrésistible, noue son expérience à celle des autres, de tous ceux qui sont en situation de travailler, d'habiter, de vivre sur l'espace assigné à sa recherche. Il se veut le répondant, l'interprète, le traducteur de cet espace à la fois objectif et vécu : celui qui, face à l'Etat, ses administrations, tous les acteurs intermédiaires ou délégués, « parle au nom de ». Position qu'il n'est certes pas seul à assumer parmi les scientifiques, mais il est le seul à le faire sur le terrain même de l'Etat.

Bien sûr, dans le détail, les choses sont plus compliquées. Ces positions

n'existent qu'à l'état de tendance, de manifestations souvent inconscientes ou plus ou moins occultées. Globalement prise, la géographie ne se sent pas rivale des pouvoirs centralisés, elle ne s'assigne pas de « mission ». Le contraire serait ridicule. Mais il reste que toute sa pesée scientifique va dans le sens d'un contrepoids, d'un effort pour rappeler, face à un faisceau de forces de plus en plus articulées en un système, ou ressenties comme telles, les valeurs, les besoins, les aspirations de ce qu'on peut appeler le « bas ». C'est un rôle nécessaire. Il ne porte en rien atteinte aux intérêts fondamentaux de l'Etat, qui sont ou devraient être aussi ceux de tous les hommes soumis à sa juridiction. L'Etat, pour mieux fonctionner, a besoin d'interlocuteurs indociles. L'inquiétant, c'est que, loin qu'on aille vers une sorte d'institutionnalisation de ce rôle, on occulte la discipline. Les implications peuvent mener loin. Même si le débat s'ouvrait, et qu'était publiquement instruit le procès en non-scientificité de la géographie que faudrait-il conclure : que la géographie est impuissante à rendre compte des phénomènes qui se développent dans l'espace ? Ou que, par soumission au réel, elle refuse de fournir aux forces qui s'exercent de haut en bas, et prétendent à elles seules organiser le monde, la commodité d'une pensée elle aussi descendante, elle aussi à sens unique ?

De la géographie, on dirait volontiers ce que Marguerite Yourcenar fait dire de la médecine à l'empereur Hadrien : « Je me passionnai pour cette science trop proche de nous pour n'être pas incertaine, sujette à l'engouement et à l'erreur, mais rectifiée sans cesse par le contact de l'immédiat et du nu. » A la fois très proche et très éloignée de ceux qui incarnent le pouvoir au sommet sur les hommes et sur les choses, la géographie fait un peu figure de Tiers-Monde scientifique. Du Tiers-Monde, elle a le côté en friche, incomplètement domestiqué. Peut-être en a-t-elle aussi, vu depuis les disciplines mieux policées, l'aspect vaguement menaçant. A l'instar encore du Tiers-Monde, on est en droit d'y discerner une réserve d'avenir. Son inaccomplissement théorique se mue ainsi en force : la force d'un corps de connaissances plein de vir-

tualités évolutives, et qui recèle en puissance plus de capacités d'adaptation au futur que des appareils conceptuels parvenus ailleurs à une sorte de perfection formelle, donc d'impasse à terme. Au fond, comme le Tiers-Monde toujours, le vrai pouvoir de la géographie n'est-il pas d'être d'une certaine manière la mauvaise conscience de l'Etat, le rappel de réalités qui résistent à la parole, le reflet des limites de tout pouvoir ? La passer sous silence revient alors à abolir le doute, à poursuivre le rêve éveillé, à voiler le miroir.

La géographie s'occupant du développement et des problèmes du Tiers-Monde, c'est alors la science occultée se penchant sur un monde occulté. Un monde que l'appareil conceptuel dominant s'efforce d'apprivoiser, en le ramenant aux catégories intellectuelles, à l'expérience historique et aux normes d'action élaborées au-dessus du 40° parallèle. Chacun connaît la masse énorme de la littérature théorique sur le sujet, orientée tantôt vers l'idéologie du développement, tantôt vers l'idéologie du Tiers-Monde, en fonction des pays de référence ou des préférences politiques. L'ouvrage dernier-né, celui de Galbraith (*) sur la « pauvreté de masse » érigée en théorie, fait table rase : « Nous disposons d'une pléthore d'explications, toutes plus superficielles et plus catégoriques les unes que les autres, et toutes remarquables surtout par ce qu'elles laissent dans l'ombre. » Par une démarche singulière, le célèbre économiste en arrive à chercher les explications fondamentales à la base, au niveau local et en quelque sorte viscéral où s'élaborent les réponses paysannes aux efforts des développeurs. Même ainsi, à travers ce détournement qui retransforme en homme le paysan-objet, et lui restitue son rôle d'acteur essentiel, c'est une théorie unitaire qui nous est de nouveau proposée : le même paysan, d'un bout à l'autre du Tiers-Monde, et qui ne diffère de son homologue de la région, ou du pays voisin que par son degré d'« accommodation à la pauvreté ». Les souvenirs d'enfance de l'auteur aidant, dans cet Ontario méridional où il a passé sa jeunesse, on

(2) Phylogénèse : évolution morphologique et fonctionnelle envisagée, comme un développement progressif historique. N.D.L.R.

(3) Ontogénèse : développement ou évolution morphologique, fonctionnelle ou psychologique, au cours de la vie individuelle. N.D.L.R.

(*) Pour les noms comportant des astérisques, cf. plus loin p. 46 les sources bibliographiques. N.D.L.R.

en arrive même au paysan universel. La diversité des sociétés, la notion même de société sont gommées. Même rabotage des contextes géographiques, uniformément ramenés au modèle commode d'une population «si nombreuse et si dense par rapport aux ressources disponibles que, même lorsque le partage du produit est égalitaire, tout le monde est misérable».

Contre ce genre de simplifications, tout le travail des géographes s'inscrit en faux. Au plan théorique, d'abord, la géographie ne refuse aucune des interprétations générales qui ont pu être proposées (et pas davantage celle de Galbraith, qui a ses points forts). Elle s'en reconnaît souvent, et largement, tributaire. Toutes lui paraissent contenir au moins une part de vérité, et elle se réserve, selon les situations géographiques, de les doser différemment. Quand, à leur tour, les géographes se mettent à théoriser sur l'inégal développement ou la relation au Tiers-Monde, ce n'est pas pour proposer un nouveau système explicatif qui rendrait caducs les précédents — en fondant au passage la réputation et la carrière de leur auteur — c'est pour mettre en lumière la façon dont les facteurs liés à l'espace, distance, échelle, configurations, zonalité planétaire, interfèrent avec le jeu des forces historiques et économiques à l'échelle du monde. En accord avec sa nature profonde, la géographie, d'autre part, pratique la diversité des approches. Les travaux qui en procèdent peuvent être rangés, un peu arbitrairement, sous trois rubriques, disons plutôt des étiquettes pour ne pas dresser des cloisons qui n'existent pas.

• **Le premier axe de recherches correspond à la dénomination de géographie «tropicale».** Il met l'accent sur les contraintes, directes ou indirectes, toujours médiatisées sur la culture et l'histoire, résultant des climats non-tempérés. A la petite échelle, une réflexion a été menée pour essayer de comprendre la correspondance, que personne ne nie, entre l'extension des plus bas niveaux de développement, et celle des climats les plus chauds. En France du moins, aucun géographe n'a pensé établir une relation directe de cause à effet entre les deux ordres de faits : tout passe par les configurations, les décalages historiques, les transferts de technologie en agri-

culture. En deçà, ou au-delà du tropical et du tropicalisme, une géographie zonale avait paru s'esquisser après la dernière guerre. Elle est passée de mode. C'est dommage, car, à l'intérieur même de la zone chaude, l'étude par domaines d'inégale pluviosité aide puissamment à mettre en évidence les faits qui, précisément, échappent à ce genre de déterminisme. A la tendance «tropicalisante» est attachée le nom de Pierre Gourou (*), mais on hésite à l'écrire, tant il y a des gens qui cherchent à l'enfermer dans un point de vue que sa pensée déborde de toute part. En aval, si l'on peut dire, de cette référence commune, les travaux localisés se sont multipliés selon trois lignes.

— La cartographie et l'explication des densités de population, à l'exemple de Pierre Gourou (*) lui-même, sous-tendent un premier faisceau de recherches. La densité de population est, soit dit en passant, conçue bien moins comme un objet d'étude que comme une clé facilitant l'analyse des situations.

— D'autres travaux insistent sur l'aspect objectif, positif des contraintes naturelles, et de la façon dont les sociétés s'insèrent dans des milieux complexes. L'Orstom a patronné, en particulier, des travaux systématiques et très fouillés : à Madagascar, sur les «conditions géographiques de la mise en valeur agricole» et, notamment la «valeur des unités physiques» ; en Equateur, sur l'articulation des unités pédo-géomorphologiques, des paysages, et des formes d'utilisation du sol.

— La troisième ligne correspond à des recherches individuelles privilégiant le point de vue des sociétés sur leur environnement naturel, la façon dont les sociétés rurales se construisent elles-mêmes par le truchement d'une «interprétation» du milieu. Ce point de vue rejoint pour une part l'«ethno-science», à base ethnologique et naturaliste.

• **Une seconde approche, historico-culturelle, procède à l'origine d'une longue lignée de géographes explorateurs.** L'importance donnée par Pierre Gourou aux «civilisations», en tant qu'elles livrent aux sociétés des techniques de production et d'encadrement issues du temps long, le situe également dans cette voie. C'est en fonction de cette approche au plus haut niveau géogra-

phique que très concrètement les géographes opérant dans et sur le Tiers-Monde se répartissent en équipes, souvent à fondement institutionnel (c'est le cas, largement, des formations du Cnrs), spécialisées dans les différentes «aires culturelles» en lesquelles se distribue le monde non-européen : Amérique latine, monde arabe, Afrique noire, sud-est asiatique, etc. Ces aires, et ces équipes, au propre et au figuré, sont le lieu d'une coopération active et d'une transmission intense de savoir entre la géographie et les autres sciences humaines : à commencer par l'ethnologie, l'anthropologie, la sociologie. Au sommet, le problème de la communication entre les cultures, en particulier des cultures non-européennes avec celles de l'Europe, et des relations entre la communication culturelle et l'échange inégal, est souvent posé. A la base, il est peu de travaux de géographes, engagés concrètement sur un «terrain» de dimension locale, régionale ou nationale, qui ne tiennent compte et ne fasse pas une place dans les explications à tout ce qui touche à la spécificité culturelle. Certaines recherches vont plus loin dans ce sens. La thèse de Jean-Pierre Raison* sur les Hautes Terres de Madagascar peut être en partie lue comme une réflexion sur les bases géographiques de l'identité culturelle et du fonctionnement de la société merina globale. Bien des travaux de géographes sur le Tiers-Monde ont pu être recensés comme preuve de l'existence, dans la discipline, d'un point de vue culturel autonome.

• **La troisième et dernière grande approche se réfère explicitement au développement, au sous-développement, à l'inégal développement.** Les travaux, cette fois, sont centrés directement sur les faits de dépendance, les difficultés économiques propres aux pays pauvres, la pénétration de l'économie monétaire et les bouleversements sociaux qui l'accompagnent. La réflexion théorique au sommet est ici quelque peu écrasée par le nombre impressionnant, et souvent aussi la qualité des travaux des économistes. Comment ne pas se sentir tributaire, pour ne citer qu'un exemple, des réflexions d'un Philippe Aydalot (*) sur les transferts de technologie ? Yves Lacoste (4)* est le seul à avoir pris le problème

dans son ensemble, au niveau d'une thèse d'Etat. Mais, à part une réflexion très stimulante sur l'histoire, la signification et les connotations des concepts rivaux de «sous-développement» et de «Tiers-Monde», l'eau qu'il apporte va au moulin de la diversité plus que de l'unité de cet ensemble. C'est bien là ce qu'on attendait d'un géographe : si les forces à l'œuvre sont profondément unitaires, négatrices des cultures et des particularismes, assimilationnistes, les espaces et les sociétés montrent une très forte individualité, refusent de se laisser réduire à un commun dénominateur. De très loin l'essentiel des recherches menées par les géographes dans l'optique du développement concerne, de nouveau, des espaces particuliers. Assez souvent, un problème théorique de développement est posé, et fait l'objet d'une analyse poussée, par le choix d'un cas localisé significatif : une thèse entière consacrée aux modalités et conséquences de la pénétration monétaire dans le milieu rural de la Thaïlande du Nord, par exemple. Plus souvent, l'étude globale d'un espace, qu'il soit régional ou urbain, ou se réduise à un territoire villageois, est l'occasion de mettre l'accent sur les difficultés d'existence, les malentendus, les formes d'exploitation économique, les inhibitions bureaucratiques, etc. En dehors des recherches individuelles, certains travaux collectifs méritent d'être évoqués : ainsi ceux qui ont vu le jour à l'occasion de la publication toute récente du Colloque sur la Maîtrise de l'Espace agraire, tenu à Ouagadougou à la fin de 1979. Ou encore les recherches menées dans le cadre du Laboratoire III, associant le Cnrs et l'Institut d'Amérique latine. L'un des thèmes retenus, sur les «pôles industriels», a donné naissance, voici peu, à une publication.

On n'en finirait pas de citer. Tant au niveau des thèmes, à l'intérieur de chaque grande approche, que des textes publiés, l'échantillonnage ne peut être que de hasard. La matière est d'une extrême abondance. Selon une enquête, arrêtée à la mi-1977, sur l'ensemble de la zone tropicale et du Tiers-Monde, 1 996 thèses de géographie s'y localisaient, soit : 451 sujets de doctorat d'Etat (dont 104

soutenus) et 1 343 sujets de doctorat de 3^e cycle (dont 507 soutenus), l'apogée étant fait par les doctorats d'Université. Or, il faut le répéter, fort peu de ces travaux, comme des autres textes issus du travail des géographes sur la même partie du monde, se situent complètement hors du champ de l'intérêt pour le développement. S'il y a problème, aujourd'hui, ce n'est certes pas un problème de quantité. C'est plutôt la surabondance, et en même temps la difficulté à se procurer des travaux, dont un grand nombre n'ont eu aucune diffusion, qui empêche de prendre l'exacte mesure de cet énorme effort collectif. La qualité des recherches n'est pas non plus en cause. Sur le tas, à l'école des citadins ou des ruraux d'une autre culture, et bien souvent aussi au contact des chercheurs d'autres disciplines, les géographes français ont su faire preuve d'imagination. Mais leurs travaux sont mal mis en valeur, incomplètement synthétisés. Avec le problème de diffusion, c'est là que se situe le gros point noir. La géographie n'est du reste pas seule en cause. En raisonnant sur l'ensemble des sciences sociales, tout se passe comme s'il y avait, entre un haut et un bas, une scission reproduisant celle qui existe entre les Etats, les organismes internationaux, les pôles économiques (au sens délocalisé de François Perroux), d'une part, et la masse des populations du Tiers-Monde, d'autre part. Le haut, c'est l'inépuisable littérature sur le développement et les pays sous-développés. Le bas, ce sont, entre autres, les travaux des géographes. L'intervalle est à peu près vide ou n'est occupé, côté géographie, que par des synthèses à base spatiale, portant sur des pays, des continents ou des fractions de continents.

Ce qui manque, il faut le dire, au risque de heurter, entre les théories au sommet, et les recherches «in vivo», c'est ce qu'il faut bien appeler les problématiques intermédiaires, ou, si l'on préfère, les concepts et mises au points thématiques fondés sur l'expérience du Tiers-Monde et aptes à comprendre ses difficultés en même temps qu'à élaborer des stratégies d'action appropriées. Les géographes ont des excuses à faire valoir. Ceux qui sont activement engagés dans la recherche se trouvent, en majorité, englués dans des tâches d'enseignement qui font de leur re-

cherche une acrobatie permanente. Ceux qui se sont trouvés promus aux hauts échelons de leur profession voient leur temps dévoré par des tâches de plus en plus bureaucratiques. Tous en même temps, en haut comme en bas, sont victimes du système de la thèse. La thèse, comme stimulant de la recherche, est la meilleure des choses. C'est à ce prix que tant de jeunes professeurs ou assistants s'acharnent sur des terrains hérissés de difficultés en tout genre. Mais l'exigence intériorisée aussi bien qu'institutionnalisée des doctorats place la barre tellement haut, surtout en ce qui concerne la thèse d'Etat, que peu de temps reste disponible pour l'aventure intellectuelle. Vu par l'autre bout, beaucoup de professeurs «arrivés» se sentent transformés en machines à lire et faire soutenir des doctorats. Peut-être une psychanalyse de la corporation montrerait-elle dans la thèse un alibi à l'impuissance de penser. Tel n'est en aucune façon le point de vue du signataire. Il lui semble que, grinçante et cahotante, la machine est en route qui, aux yeux des responsables politiques ou techniciens, donnera de plus en plus de poids aux analyses et aux diagnostics des géographes. Dans les cadres fournis par les organismes de recherche, la réflexion théorique prend forme à ce niveau moyen où elle est efficace : qu'il s'agisse de la ville et de la maîtrise de son développement, des formules et des limites de l'aménagement et du développement rural, de la régionalisation, de la forme à donner à l'analyse des «potentialités» et des contraintes du milieu naturel, etc. Sur ce terrain, les géographes sont en train de rejoindre les économistes et les sociologues qui, rompant avec la théorisation à outrance, s'étaient lancés eux aussi dans l'analyse préalable des situations locales. Que ce texte soit l'occasion de rappeler combien, pour de jeunes ou moins jeunes géographes, sont utiles les modèles, dérivés de cette connaissance à la base, mis au point par des hommes tels que G. Althabe (les communautés orientales de la côte orientale malgache), J.-C. Rouveyran (La logique des agriculteurs de transition) ou encore, notamment dans le domaine des activités intermédiaires ou informelles, plusieurs des jeunes économistes de l'Orstom.

Gilles SAUTTER

(4) cf. plus loin p. 15.